

Lorsqu'on apprit à Paris qu'une canonnière allemande croisait devant Agadir, ce fut un coup de foudre. Assurément, le *Panther* n'était pas une des plus belles unités de la flotte allemande. Avec ses trois officiers et ses trente-huit matelots, il ne faisait pas grande figure dans les eaux territoriales marocaines.

Néanmoins, l'envoi du *Panther* signifiait que l'Allemagne, après avoir subi deux échecs africains, entendait bien en empêcher un troisième.

Le gouvernement français, auquel l'Allemagne avait laissé les mains libres au Maroc, comptait sur une compensation bon gré mal gré.

Envisager un conflit armé était exclu pour la France. Le général Joffre, appelé en consultation par le président du conseil, avait été formel : La France n'était pas prête. Il fallait donc négocier.

On le fit par les voies diplomatiques normales. La France renonça à toute démonstration militaire pour répondre à l'envoi du *Panther*. L'Angleterre fit discrètement savoir à Berlin qu'en cas de conflit elle serait aux côtés de son alliée.

Le gouvernement français accepta de céder à l'Allemagne une bande de terrain de 275 000 kilomètres carrés au Congo, tout en obtenant une portion de territoire camerounais dite Bec-de-Canard. La chambre donna son accord en novembre 1911.

Le Sénat, plus exigeant, demanda une commission d'enquête qui mit en évidence l'existence de tractations extra-diplomatiques de la part du président Caillaux. Celui-ci dut démissionner. Le président Poincaré, qui lui succéda, se chargea de mettre un terme à l'affaire d'Agadir et de la faire tomber momentanément dans l'oubli.

Déjà, le spectre de la guerre se profilait à l'horizon. Comme elle le ferait en 1939, l'Allemagne avait lancé un ballon d'essai. L'attitude anglaise lui avait donné à réfléchir. Elle attendait son heure en se préparant.